

# LETTRE DE LA MAISON DE L'EUROPE ET DES EUROPÉENS À CLUNY



« Unis dans la diversité » (devise de l'Union européenne)

## EDITO - LA SORTIE DU « CONFINEMENT », UNE NOUVELLE DONNE

La « vie vivante » est en perpétuelle transformation. Elle nous échappe parce que nous ne savons ni ne pouvons en prévoir les aléas – et c'est heureux -. Depuis fin février, le coronavirus a bousculé nos habitudes, nos organisations et nos solidarités. Nos activités ont été mises entre parenthèses, probablement jusqu'en octobre. C'est un coup dur porté à une présence associative européenne active en Clunisois-sud-Bourgogne. Néanmoins nous faisons face et nous agissons.

Témoin, ce n°4 de *La Lettre de la Maison de l'Europe et des Européens à Cluny*. Elle vise comme chaque fois à expliquer en termes simples au travers d'expressions personnelles ce qu'il faut retenir et comprendre d'un événement-clé de l'actualité européenne. Il s'agit cette fois du **plan de relance de l'UE et des « coronabonds », signes avant-coureurs d'une nouvelle dynamique européenne**. Plusieurs points de vue sont proposés. Car il est essentiel d'écouter les avis des différents peuples, Allemands, Hongrois, Néerlandais etc. et d'en débattre avec compréhension, sans oublier les valeurs qui fondent l'Europe. La solidarité et l'avenir de notre Europe sont à ce prix.

*La Lettre n°4* présente comme chaque fois un aspect local en lien avec l'Europe, en l'occurrence, **les touristes européens à Cluny**. Façon de nous préparer à ouvrir nos chantiers 2020-2021 autour du thème « Vivre ensemble en Europe » proposé par la Fédération Française des Maisons de l'Europe (FFME) dont nous sommes membres actifs.

En avril, nous vous avons fait part de notre rencontre avec les représentants de la liste « Cluny Cité Vive », conduite par Marie Fauvet, candidate au mandat municipal de Cluny. Nous écrivions « *la liste de Mme Chauvet (Cluny) suite à une rencontre le 2 mars validait toutes les propositions d'un engagement en 7 points proposé par l'Association Sauvons l'Europe, relayé par la FFME. De ce fait, nous avons pu faire apparaître cette liste sur celle tenue par « Sauvons l'Europe » où elle figurait comme la première ville 'rurale' de l'hexagone.* ».

**La liste conduite par Marie Fauvet s'est hissée en tête lors des élections municipales de dimanche. Les Clunisois ont renoué ce faisant, avec une longue tradition d'ouverture de Cluny sur l'Europe. Nous les en félicitons et nous souhaitons pouvoir collaborer activement avec nos nouveaux élus dans l'intérêt du Clunisois et de tous ses citoyens d'Europe.**

Avec la présidence tournante (six mois) de l'Union Européenne exercée à partir de ce 1er juillet par l'Allemagne sous la houlette de la Chancelière Angela Merkel, nous fondons l'espoir d'une nouvelle impulsion européenne en faveur de nos solidarités, de l'intégration et de la souveraineté de l'Union.

Philippe Mayaud, Co-président de la Maison de l'Europe

## LES TOURISTES EUROPÉENS À CLUNY

Les touristes européens viennent nombreux à Cluny, cœur d'un réseau monastique étendu autrefois à toute l'Europe. La ville et ses monuments les attirent et leur parlent. Une notoriété rare pour une cité de taille moyenne qui n'est ni en bord de mer ni à la montagne ! Le Réseau clunisien dont la Fédération Européenne des Sites Clunisiens est le porte-drapeau, située à Cluny, contribue largement à ce rayonnement et à cette reconnaissance. Quant au site monastique de Taizé, à quelques kilomètres de Cluny, il est devenu le rendez-vous d'une foule d'européens, jeunes et moins jeunes, qui aiment balader dans Cluny.

Les touristes étrangers représentent, bon an mal an, 30 à 40% des visiteurs. Cluny possède un atout majeur, son emplacement géographique : à 15 minutes de l'axe principal des vacances en France et en Europe. Belle occasion d'y faire un stop ! 5 millions d'habitants se trouvent à deux heures de route et une très large partie de l'Europe est à une journée de trajet. Cluny est un merveilleux point de rencontre pour des familles ou des amis disséminés en Europe et les hébergements de groupe manquent !

Le top 10 des visiteurs étrangers à Cluny est le suivant :

ALLEMANDS	9%	ITALIENS	3,1%
NEERLANDAIS	5,2%	AMERICAINS DU NORD	1,3%
BELGES	4,5%	ESPAGNOLS	1%
BRITANNIQUES	3,5		

La grande majorité, on le voit, vient d'Europe. Les Allemands, grands amateurs d'art roman, sont la première clientèle étrangère de Cluny. Et pourtant ! A l'époque de la Grande Abbaye, le Saint

Empire Romain Germanique refusait d'intégrer ses abbayes au réseau clunisien. Une exception toutefois, l'Abbaye d'Hirsau en forêt noire a coopéré étroitement avec Cluny au Moyen-âge. Les tendances de fréquentation touristique sont les suivantes : les Britanniques se font plus rares (d'abord par l'absence de low cost sur la Région) les européens du sud augmentent depuis plusieurs années. Les autres sont dans une légère dynamique à la hausse.

De nombreux européens ont choisi le clunisois pour y résider. Suisses, Belges, Néerlandais, Allemands et Britanniques s'investissent dans la vie communale, voire dans les conseils municipaux ! Beaucoup sont venus dans la région en vacances d'abord ou à Taizé. Tombés amoureux de la région, ils y ont élu domicile tant la vie y est douce. Ils viennent souvent à l'Office de Tourisme demander des idées de visite ainsi que des adresses d'agences immobilières ! (Il y a une agence Sotheby's à Cluny !)

La crise du covid-19 est révélatrice de cet intérêt pour notre région :

- Résidences secondaires pleines pendant le confinement
- Nombreux achats de propriétés rurales depuis le déconfinement
- Tourisme venu d'Europe en relocalisation rapide : Europe mais pas au-delà (principe pris d'ailleurs depuis 2019 à l'Office qui se refuse à la promotion sur les marchés lointains).

Thomas Chevalier, Directeur de l'Office de Tourisme de Cluny



## ACTUALITÉS DE LA MAISON DE L'EUROPE À CLUNY

Notre page Facebook

Nous y diffusons actuellement le film documentaire « Toi d'EUROPE » que les sœurs Hériaud réalisent sur la crise du Covid-19 vue par la jeunesse européenne. Il comporte plusieurs séquences. Nous en sommes déjà à 7 pays. (toideurope@gmail.com)  
La page Facebook a été créée le 6 septembre 2019. Depuis il y a eu 28 publications, dont 3 publicités payantes. 31 personnes sont aujourd'hui abonnées à la page.

Changement de présidence

Le 15 mai 2020 notre ami Thierry Allemand, pris par d'autres priorités, a démissionné de la présidence de la maison de l'Europe. Deux membres de l'association, Robert De Backer et Philippe Mayaud ont été cooptés pour assurer la gouvernance jusqu'à la prochaine AG. Le Conseil d'administration regroupe donc Robert De Backer et Philippe Mayaud cooptés, Thomas Chevalier, Philip Evans, Armand et Monique Genoux, Michael Veyhl, et Jean-François Verolles.

Nos projets

Notre association, seule Maison de l'Europe en milieu non-urbain en France, est à la recherche de nouveaux appuis :

- auprès des citoyens européens de sud-bourgogne, tentés par notre passionnante aventure,
- auprès des associations locales dont nous soutenons les actions, visant à mieux faire connaître les réalisations et les enjeux européens,
- auprès des responsables politiques locaux, afin qu'ils nous aident à recruter un salarié et à disposer d'un local bien situé.

Par ailleurs nous prévoyons d'initier un atelier de réflexions et d'échanges dédié au groupe de Višegrad bénéficiant de la présence dans notre région de citoyens originaires de ces pays, attirés notamment par la communauté de Taizé et l'Ecole Nationale des Arts et Métiers de Cluny.

Nous participons aux pérégrinations d'un bus baptisé Marguerite qui stationne périodiquement devant des mairies /école de villages. Notre rôle est d'apporter aux habitants des informations fiables sur L'Europe et la PAC en particulier et de faire connaître ce qu'est l'Europe aux enfants.

## MUNICIPALES 2020 : 1,2 MILLION DE VOIX ET 23 MAIRES POUR L'UNION EUROPÉENNE DES TERRITOIRES



NOUS RELAYONS CI-DESSOUS DES EXTRAITS DE L'ARTICLE PUBLIÉ LE 30 JUIN SUR LE SITE DE SAUVONS L'EUROPE.

En juillet 2018, dans la perspective des élections européennes, Sauvons l'Europe a lancé la campagne pour une « Union européenne des territoires ». En effet, constatant le développement inquiétant des mouvements populistes et europhobes au sein de l'Union européenne, Sauvons l'Europe a souhaité mettre en avant une conviction forte : seul un ancrage territorial du projet européen, de ses valeurs de progrès et de solidarité, renforçant le lien entre chacun de nos concitoyens et l'Europe, est de nature à préserver les acquis de la construction européenne et à permettre de nouvelles avancées.

Première pierre de cette campagne, notre appel « Pour une Union européenne des territoires », publié par Ouest-France dans son édition du 7 juillet 2018, a été soutenu par une centaine d'élus locaux, des femmes et des hommes, progressistes, représentatifs de l'ensemble des mouvements politiques pro-européens et de tous les territoires (communes et départements ruraux, villes moyennes, grandes agglomérations).

C'est fort de ce premier succès que Sauvons l'Europe s'est mobilisé auprès des têtes de liste europrogressistes aux municipales afin qu'elles s'engagent pour l'Union européenne des territoires. Cette initiative s'appuyait sur 7 propositions « clefs en main », simples et concrètes, à intégrer dans leur programme municipal : nommer un élu référent sur l'Europe, favoriser l'intégration des citoyens européens dans la vie locale, appuyer les programmes européens d'échanges scolaires et universitaires, financer une Maison de l'Europe, informer sur les apports concrets de l'Europe et sur la réalité de la construction européenne et, enfin, soutenir les organisations de défense de la démocratie, des droits humains, du progrès social et de la transition écologique.

En soutenant l'Union européenne des territoires, 98 listes, issues de près de la moitié des départements, se sont engagées à faire vivre le projet européen, ses atouts, ses enjeux, ses valeurs, dans la vie quotidienne de nos concitoyens. Elles ont largement communiqué sur ces engagements, intégrant notamment le logo

« Engagés pour l'Union européenne des territoires avec Sauvons l'Europe » dans leur communication de campagne et, pour certaines, sur leur bulletin de vote.

Le 15 mars 2020, 597 430 suffrages se sont exprimés en faveur d'une liste soutenant l'Union européenne des territoires (soit 28% des suffrages exprimés sur le même périmètre) et 4 maires ont été élus dès le premier tour : Christian Dumas à Ingré (45), Christophe Rouillon à Coulaines (72), Dominique Gambier à Déville-lès-Rouen (76), Luc Carvounas à Alfortville (94).

Le 28 juin 2020, 572 440 suffrages supplémentaires se sont exprimés en faveur d'une liste soutenant l'Union européenne des territoires (soit 50% des suffrages exprimés sur le même périmètre) et 18 maires ont été élus : Anne Hidalgo à Paris (75), Johanna Rolland à Nantes (44), Jeanne Barseghian à Strasbourg (67), Pierre Hurmic à Bordeaux (33), Martine Aubry à Lille (59), Nathalie Appéré à Rennes (35), Olivier Bianchi à Clermont-Ferrand (63), Brigitte Fouré à Amiens (80), Nicolas Mayer-Rossignol à Rouen (76), Mathieu Klein à Nancy (54), Cécile Helle à Avignon (84), Léonore Moncond'huy à Poitiers (86), François Bayrou à Pau (64), Jean-René Etchegaray à Bayonne (64), Benoît Arrivé à Cherbourg-en-Cotentin (50), Nadège Azzaz à Chatillon (92), Marie Fauvet à Cluny (71), Julien Bazus à Saint-Paul-lès-Dax (40) et Dominique Lévêque à Ay-Champagne (51).

[...]

Dans cette période de crises (sanitaire, économique, écologique), nous sommes confiants dans la capacité des Européens à s'unir pour affronter les défis de notre temps.

Et nous sommes certains que c'est au niveau local que se jouera une grande partie de ces nouvelles solidarités !

Patrick BADARD  
Sauvons l'Europe

## CORONAVIRUS : CHRISTINE, URSULA, ANGELA À LA MANŒUVRE DES MILLIARDS D'EUROS ET UNE DYNAMIQUE NOUVELLE

De mars à juin 2020 l'histoire s'est emballée

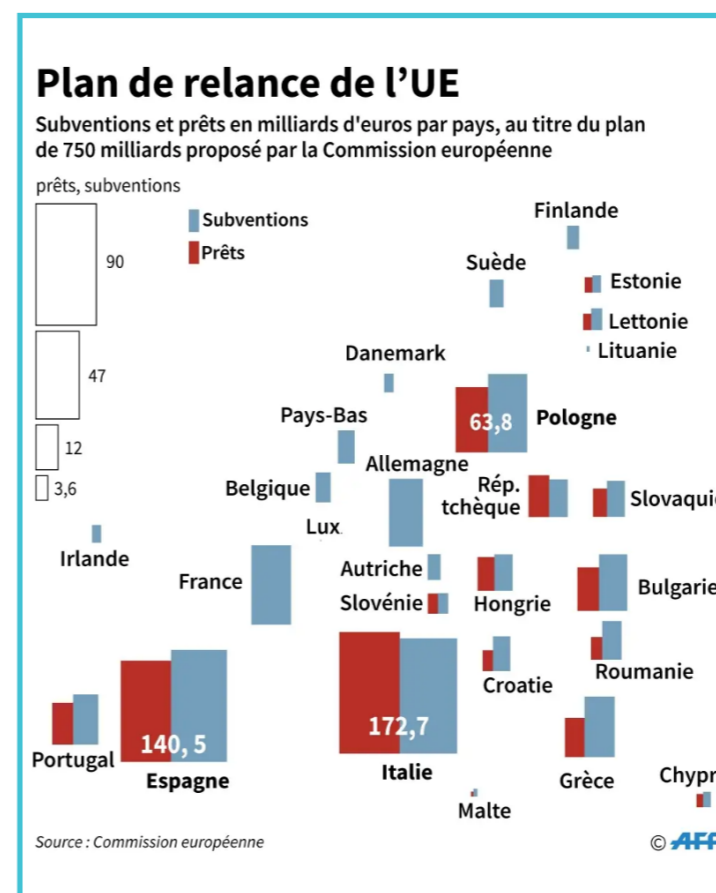
Entre l'épidémie de coronavirus qui a frappé l'Italie en février, les premiers décès en France début mars, et le mois de juin, nous assistons à une « révolution » silencieuse dans le système de solidarité, donc de cohésion, européenne. Dès le 18 mars après la déclaration par l'OMS de l'état de pandémie, suivie d'un mini-krach boursier, la Banque Centrale Européenne (BCE) dont Christine Lagarde est la présidente, mobilise 750 Md d'Euros complétés le 6 juin par 600 Md pour racheter de la dette publique de certains Etats. Il fallait en effet, stabiliser le système financier européen et sauver la monnaie unique « quoiqu'il en coûte ». Qui dit dette, dit remboursement par les Etats concernés, ce qui n'est pas à l'évidence un acte de solidarité européenne.

L'Italie (secourue par la Chine, Cuba et la Russie, non sans arrière-pensée pour neutraliser tout effet de solidarité-cohésion européenne !) propose l'émission par la BCE de bons du trésor EUROPEENS (coronabonds) liés aux politiques de soutien devant l'effondrement des finances publiques à la suite de la crise sanitaire. Son ministre des affaires étrangères Luigi Di Maio proclame : « nous attendons que l'Europe fasse sa part, parce que les belles paroles, on ne sait pas quoi en faire ». Après quelques rires gênés du type « vous n'y pensez pas », le 25 mars, 9 chefs d'Etat demandent par écrit l'adoption des coronabonds (voir dans cette Lettre l'article à ce sujet). Dès le lendemain, Ursula von der

Leyen, présidente de la Commission Européenne, proclame devant le parlement européen, « L'Histoire nous regarde. Faisons ce qu'il faut, ensemble avec un grand cœur, plutôt que 27 petits ... car aucun état membre ne peut gérer cette crise seul ». La Commission tente de stimuler le jeu commun dans le domaine de la santé, qui est de la compétence des Etats, des frontières et de l'économie (cf. Lettre n°3). Certes, elle « ne fait pas rien », mais elle n'agit pas à la mesure du problème et de l'angoisse des populations. Fin mars, Jacques Delors insistera : « Le climat qui semble régner entre les chefs d'Etat et de gouvernement et le manque de solidarité européenne font courir un danger mortel à l'Union européenne ». Le 2 avril Ursula von der Leyen présente aux Italiens des excuses au nom de l'Europe, et le 18 mai Angela Merkel et Emmanuel Macron se mettent d'accord pour proposer un plan de relance de 750 milliards. La Commission prend le relais ; le plan devrait être négocié entre les 27 chefs d'Etat avant fin juillet. Osons le croire !



En trois mois...que de chemin parcouru ! Ce plan de relance est, à plus d'un titre, novateur



1 La Commission – enfin – a pris ses responsabilités.

Elle a assuré le leadership de la construction européenne face à l'impéritie des Etats, sous peine de voir l'UE se déliter « par manque de courage, par négligence, par défaut de solidarité. » (Guy Verhofstadt, député européen et ancien premier ministre de Belgique). Bien qu'elle dispose du droit d'initiative selon les traités, elle donnait l'impression d'attendre une décision du Conseil européen. Mais, le 27 mai elle assume la proposition franco-allemande et présente au Conseil des chefs d'Etat un plan de relance ambitieux, baptisé « Next Generation EU ». Celui-ci comporte un **fonds de relance de 750 milliards d'euros**.

2 Le plan de relance introduit une rupture historique dans le fonctionnement de l'U.E.

• pour la première fois l'UE devrait pouvoir emprunter en son nom propre sur les marchés afin de financer ce plan. Une partie des dettes des 27 liées à la pandémie seront regroupées et gérées non plus par chaque Etat, mais par la Commission Européenne. Le tabou d'une dette commune de l'U.E. est brisé. De ce fait, l'UE. sera plus qu'un groupe d'États – nations. Elle aura sa propre identité fédérale. Elle pourra financer à l'avenir des politiques communes. Voilà peut-être les Etats-Unis d'Europe que Victor Hugo appelait de ses vœux ?

• en outre, 500 milliards d'euros seraient distribués aux Etats sous forme de subventions. Il ne s'agit donc pas de prêts destinés à être remboursés par les bénéficiaires, mais de « dotations » (E. Macron). Ces dotations seront distribuées aux pays les plus touchés par la pandémie. (cf. carte ci-contre). Par contre les 250 milliards d'euros restants seront distribués sous forme de prêts.

• enfin, le remboursement de cette dette supranationale serait assuré par de nouvelles ressources propres ne pesant pas sur les États membres.

### 3 Si ce plan de relance de l'économie européenne et le budget 2021-2027, de 1.100 milliards d'euros qui l'accompagne sont adoptés - ils devront l'être à l'unanimité - l'U.E. aura franchi un grand pas.

Les autorités européennes ont agi vite et fort. Comme jamais, à la hauteur des enjeux ! Ce faisant elles ont préparé aussi la mise en place d'un budget européen qui permettra enfin, espérons-le, une solidarité financière et économique entre Européens. Historique, dit-on ! Deux autres moments-clé avaient précédé celui-ci à la suite de deux crises majeures. En 1957, la création du Marché commun scellait la réconciliation après-guerre entre les pays d'Europe de l'Ouest. En 1992 ce fut l'Euro ; la monnaie unique renforçait le pacte européen après la chute du mur de Berlin (1989) qui reliait entre eux les européens de l'Est et de l'Ouest. Une trentaine d'années sépare chacun de ces trois événements. On repense à Jean Monnet « les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise » (Mémoires).

#### Mais, rien n'est encore joué !

Les 27 devront prendre position à l'unanimité (ainsi fonctionne l'UE !), à la fois sur ce plan et sur le budget 2021-2027 de l'Union lors d'un Conseil à Bruxelles avant fin juillet. La décision est urgente, le problème est complexe. De nombreuses questions se posent en effet, à propos du montant du plan, des critères de répartition des aides, des contreparties (réformes par exemple) exigées de chaque Etat en échange de ces fonds, etc. Dès à présent, des points de vue, des réticences ont été exprimés et qu'il faut entendre.

#### Les quatre « frugaux »

Il s'agit de l'Autriche, des Pays-Bas, du Danemark et de la Suède. Ils s'opposent au plan de relance européenne Macron-Merkel sur les points suivants :

- Ils refusent que les 27 Etats européens assument en commun les dettes de chacun d'entre eux provoquées par la pandémie du coronavirus.
- Ils proposent l'octroi de prêts ponctuels aux pays les plus durement touchés, à des conditions favorables, accordés dans les deux prochaines années. A partir d'un fonds d'urgence. Ces prêts iraient vers des activités qui contribuent le plus à la reprise, telles que la recherche et l'innovation, un renforcement du secteur de la santé et une transition verte. Ces prêts seraient conditionnés à « l'engagement ferme » de mettre en œuvre des réformes d'envergure et de respecter le cadre budgétaire imposé.

La position des « frugaux » se comprend. Ils affichent des finances publiques saines, fruit d'une gestion rigoureuse. Ils critiquent l'absence supposée de rigueur des pays du Sud. Selon eux, une dette émise en commun par les Etats membres, permettrait aux économies européennes les moins disciplinées et les plus faibles de bénéficier indûment d'un financement moins cher grâce à celles plus fortes de ces quatre pays et des pays du nord globalement. En 2019, la dette publique par rapport au PIB était la suivante : Italie, 134,9 ; France : 98,1 ; Espagne, 95,5 ; Autriche, 70,4 ; P-B, 48,6, Suède, 35,1, Danemark, 33,2. Sans commentaires...

#### « Les quatre du groupe de Visegrad » (République tchèque, Hongrie, Pologne, Slovaquie )



Les Premiers ministres de ces quatre pays d'Europe centrale soutiennent le plan de relance... avec des réserves. Ils appellent à une distribution «équitable» des 750 milliards d'euros du fonds de relance. Qu'est-ce à dire ? Selon le Premier ministre slovaque Igor Matovic. « Nous devons éviter une situation dans laquelle un pays avec à peu près la même population et à peu près le même PIB par habitant, situé dans le sud de l'Europe, profitera beaucoup plus de ce plan qu'un pays d'Europe centrale ». Le Premier ministre tchèque Andrej Babis, dont le pays assume la présidence tournante du Groupe de Visegrad, considère que ce plan favorise les pays qui accumulent une dette publique excessive, comme l'Italie et l'Espagne. « Les critères de ce fonds de relance sont cousus sur mesure pour les pays qui n'ont pas été très responsables sur le plan de la dette, de la discipline budgétaire ou du chômage ». Le chef du gouvernement hongrois Viktor Orban, très critique envers l'Union européenne, a pour sa part déclaré que le fonds de relance était « philosophiquement bien éloigné de ce que les Hongrois pensent du monde (...) Les Hongrois estiment qu'il faut d'abord gagner de l'argent, pour pouvoir le dépenser ». Il a toutefois admis que l'UE avait besoin de « solutions exceptionnelles, dans une situation exceptionnelle (...) Nous sommes prêts à l'accepter, nous avons une attitude positive envers cette initiative, mais il faut encore travailler dessus », a-t-il dit. Notons aussi, cependant, que la Hongrie, lors de son accession à l'UE a été l'une des plus importantes bénéficiaires de l'aide européenne, notamment pour moderniser et construire ses grandes infrastructures.

Il est vrai que malgré une augmentation récente du nombre des cas de Covid-19 en Pologne, les trois autres pays ont réussi à contenir le virus. Il est frappant de constater à quel point la ligne qui sépare les pays les plus frappés par la pandémie de ceux qui ont été relativement épargnés ressemble à celle de l'ancien rideau de fer. Tandis que d'un côté les victimes se comptent par dizaines de milliers, un calme relatif règne en République tchèque, en Slovaquie, en Hongrie, dans les pays Baltes ou dans ceux de l'ancienne Yougoslavie. Le nombre de décès par 100.000 habitants se montait le 18 juin à 3,47 en Pologne ; à 5,81 en Hongrie ; à 3,14 en Tchéquie ; à 0,51 en Slovaquie. Ces chiffres doivent être interprétés et les explications sont nombreuses. Mais comparés à ceux de l'Espagne : 58,08 ; de l'Italie, 57,11 ; de la France, 44,15 ; ils posent question et autorisent certains à « rouler les mécaniques ».

Robert De Backer

Sources : « Sauvons l'Europe » [infos@sauvonsleurope.eu](mailto:infos@sauvonsleurope.eu), A.F.P. Lalibre.be.

## « L'EUROPE COÛTE TROP CHER À LA FRANCE » VRAIMENT ?

**FAKE NEWS**

En 2016 la France a contribué avec 20.5 Mrd € au budget de l'Union européenne. Elle est le 2<sup>e</sup> pays contributeur derrière l'Allemagne et le 3<sup>e</sup> pays bénéficiaire de ce budget après l'Italie et l'Espagne. Elle a reçu 11,3 Mrd. € en 2016 **dont la plus grande part - 7,3 Mrd € - est allée à l'agriculture**. Elle est la première bénéficiaire de la politique agricole commune (PAC) une des plus anciennes politiques communes de l'UE (40% du budget de l'Union, consacrés à l'agriculture, au développement rural et à l'environnement). Ce qui lui permet d'être le premier pays exportateur de produits agroalimentaires vers les pays extérieurs à l'UE.

Notons que le budget de l'UE est inférieur au budget annuel de l'Autriche ou de la Belgique. En 2017 il s'élevait à 158 Mrd. €, ce qui représente environ 1% de la richesse annuelle de l'ensemble de l'Union. En comparaison, le budget de la France était de 1257 Mrd. € en 2016 (56,4% du PIB français). 94% du budget de l'UE finance des politiques publiques destinées aux citoyens, régions, villes, agriculteurs et entreprises. 6% du budget est utilisé pour le fonctionnement administratif des institutions européennes.

La contribution moyenne des citoyens au budget de l'UE ne s'élève qu'à 85 cent d'euro environ par jour.

Michael Veyhl

Source : DecodeursUE, [ec.europa.eu/fr](http://ec.europa.eu/fr)

**« Trois femmes aux commandes ... C'est évidemment une coïncidence, mais c'est peut-être aussi un signe intéressant... Les choses bougent dans le bon sens : un beau geste de solidarité, un bel exemple du sens de leurs responsabilités de la part des deux pays les plus importants de l'Union, l'Allemagne et la France, et un progrès pour faire de l'Union une véritable entité politique capable d'assumer des responsabilités parmi les grandes puissances du monde. Pas à pas l'Europe avance. »**

Catherine Lalumière, présidente de la Maison de l'Europe de Paris, députée, ministre, a présidé la Fédération française des maisons de l'Europe

**« Il semble que le fond de l'air a définitivement changé en Europe, à quelques semaines de la présidence allemande de l'Union européenne. Ursula von der Leyen n'hésitant plus à affirmer « les mesures les plus audacieuses sont toujours les plus sûres » et baptisant le fond de relance européen « Next generation EU » pour rappeler qu'il s'agit là de l'acte d'une génération, « inspiré pour ceux d'après ».**

Henri Lastenouse, secrétaire général de Sauvons l'Europe

# EURO / CORONABONDS. LA SOLIDARITÉ N'EST PAS À SENS UNIQUE ! POURQUOI 70 % DES ALLEMANDS, ENVIRON, S'OPPOSENT-ILS À UNE PRISE EN CHARGE DE LA DETTE LIÉE À L'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS ?

## Le point de vue d'un citoyen allemand



Au début il y eut la crise grecque. La Grèce a été intégrée à la zone euro grâce à des bilans falsifiés, une opération menée par la banque Goldman Sachs pour 300 millions d'euros, payée par la Grèce. Monsieur Draghi, futur président de la B.C.E. en a été le vice-président de 2002 à 2005. En Grèce la fraude fiscale était un hobby. On n'accédait à aucun contrat ou aucune charge sans contrepartie ou dessous de table. L'auteur de ces lignes qui a été en relations commerciales avec la Grèce, a fait l'expérience que, sans dessous de table, on n'y décrochait aucun contrat ni dans le privé, ni avec l'Etat.

Jusqu'en 2010, les notes de restaurant étaient établies sur un vulgaire bout de papier ; aucune TVA n'était évidemment déclarée ni payée. Avec l'euro, la Grèce a vécu au-dessus de ses moyens. Sur les plus de 2000 cas de fraude

fiscale cités en 2010 dans la fameuse liste Lagarde par la banque Suisse HSBC, aucun n'a été traité à ce jour et personne n'a été mis en examen pour les sommes détournées.

En 2013, une liste du patrimoine privé médian par adulte dans les pays de l'UE a été établie par la BCE (07-06-2013). Longtemps elle n'a pas été rendue publique en Allemagne afin de ne pas augmenter dans l'opinion publique l'hostilité envers les aides à la Grèce :

Luxembourg	397 000 Euros	Pays-Bas	103 600 Euros
Espagne	182 700 Euros	Grèce	101 900 Euros
Italie	173 000 Euros	Allemagne	51 400 Euros
France	115 800 Euros		

Pourquoi devrait-on supporter l'endettement d'Etats dont la gestion est laxiste et qui sont « plus fortunés » ?

Pourquoi les pays avec des taux d'endettement élevés réclament-ils des Eurobonds depuis la crise grecque et des Coronabonds depuis 2020 ?

Grèce	176,6%	Pays-Bas	48,6%
Italie	134,8%	Danemark	33,2%
Portugal	117,7%	Allemagne	59,8%
France	98,1%	Estonie	8,4%
Espagne	95,5%		

(Source : Eurostat avril 2020, 4ème trimestre 2019)

En supposant que la situation soit complètement inverse, les pays du Sud sous la conduite de Paris seraient-ils prêts à assumer sans rechigner l'endettement des pays du Nord ?

**Lorsque survint la crise du Coronavirus, l'Italie réclama à cor et à cri, des « coronabonds »** de manière agressive, avec le soutien de Paris. Elle rejeta même brusquement un programme d'urgence du Mécanisme européen de sécurité (ESM) de plus de 37 Mrd. d'euros, pour le système de santé.

Depuis 2009, Rome affirmait vouloir restreindre son endettement élevé et mener à bien des réformes budgétaires et structurelles. Mais d'année en année les promesses ne furent pas tenues. Dès lors, qu'en était-il de la solidarité ? Signalons que Monsieur Draghi était de 2006 à 2011 gouverneur de la banque d'émission italienne ; quels objectifs a-t-il atteints ?

Dans tous les pays les réformes sont nécessaires. Il revient à chaque Etat de les mener à bien pour faire baisser le niveau d'endettement. La conduite des réformes doit être impulsée de l'intérieur et non de l'extérieur.

**De 2013 à 2019, le Portugal a vu son taux de croissance économique s'élever de 13% ; Chypre de 21%, l'Espagne de 17%.**

**En Italie il s'est accru de 5% seulement. A quoi cela tient-il ?**

**En 2019, le PIB réel de l'Italie se situait 5% en dessous de celui de 2008 (Source : Eurostat) ; celui de la Grèce l'était de 23%.**

**Les pays du Nord de l'UE en sont-ils responsables ?**

**L'Italie a reçu de la BCE 370,6 Mrd d'euros dans le cadre du programme RSPP (public sector purchase program) jusqu'en 2020.**

**Qu'est-il advenu de cette somme ?**

L'aide financière à elle seule ne peut sauver l'Italie. Un combat doit y être mené contre les parasitages d'une bureaucratie foisonnante. En outre, une justice peu fiable fait obstacle aux initiatives de développement économique, ce qui freine les investisseurs étrangers. Tout le monde connaît toutefois les rapports entre le nord de l'Italie économiquement fort et le sud du pays, « Au nord, on travaille et on paie ses impôts ; au sud et dans le centre l'argent se volatilise ». Voilà le style de commentaires qu'entendait fréquemment l'auteur de ces lignes de la part de ses partenaires commerciaux lorsqu'il était en activité dans le nord de l'Italie dans les années 90 !

## Comment venir en aide à l'Italie ?

Il convient qu'elle s'aide d'abord elle-même ! Mais 65 gouvernements s'y sont succédés en 74 années !

Injecter artificiellement des sommes colossales reste sans effet comme le montre l'exemple de l'ex-RDA. La structure économique doit être adaptée aux circonstances et les réformes mises en œuvre. Sinon le nombre des chômeurs augment ainsi que celui des politiciens populistes. Un exemple : en Allemagne, de 1990 à 2002, 1,5 billion d'euros ont été injectés de l'ouest à l'est. Mais en 2005, le taux de chômeurs y était encore de 20,6% ! Parallèlement 1,2 Mill de personnes ont quitté l'est de l'Allemagne. L'argent à lui seul ne suffit pas !

L'éternel reproche qui consiste à dire que les pays du nord ne sont pas solidaires, est faux. Lorsqu'on souhaite obtenir des aides financières on en appelle à la solidarité communautaire, mais lorsqu'il s'agit de faire quelque chose pour la communauté, les arguments de souveraineté nationale sont remis en avant.

Dans le Frankfurter Allgemeine Zeitung, le grand quotidien de Francfort, on pouvait lire le 7 mai 2020 : « Les Néerlandais sont très volontiers solidaires, mais ils trouvent que c'est faire peu de cas de la solidarité, lorsque certains en temps normal gèrent de façon inconsidérée en partant du principe, qu'en cas de besoin, ils pourront obtenir de l'aide. »



Emprunter en commun sépare la responsabilité de la garantie. S'y rajoute la tentation de faire des dettes. En résulte le risque suivant : que chaque pays profite des avantages, mais que tous souffrent des inconvénients. L'argent n'est jamais distribué gratuitement. Il existe partout un contrôle et des règles à respecter. Il est évident que les forts doivent aider les faibles, mais pas sans contrôle sur l'emploi de l'argent distribué. Adapter son propre pays aux exigences du moment, mener à bien des réformes structurelles et financières, respecter une discipline fiscale, c'est-à-dire disposer en cas de besoin d'une réserve suffisante de fonds propres, réduit l'endettement. Le célèbre Plan Marshall ne fut mis en place qu'avec de telles obligations.

Les quatre 'frugaux' (Autriche, Suède, Danemark et Pays-Bas) ne réclament rien d'autre que ce que réclame Monsieur Weber (Président du Parti populaire européen) : « On ne peut demander de l'aide à ses voisins que si l'on est prêt à prendre soi-même son avenir en main. Sans conditions définies nous ne ferons que créer de nouvelles dettes, mais pas l'avenir » (Süddt. Zeitung du 13.06.2020). Selon les prévisions actuelles de l'UE, l'Italie doit percevoir du plan de relance 170 Mrd dont 80 sans remboursement. Bien que cette aide conjoncturelle n'existe pas encore, en Italie on prévoit déjà de distribuer l'argent :

- Alitalia doit recevoir 3 Mrd, quoiqu'en déficit continu depuis 3 ans
- Fiat/Chrysler recevrait 6 Mrd
- Les personnes de revenu modeste percevraient 500 euros de « chèques vacances »
- 500 euros de subvention iraient à l'achat d'un vélo moderne.

(Source : Der Spiegel 06-06-2020)

Enfin, souvenons-nous que l'Allemagne a pris en charge des cas graves de Covid-19 en provenance d'Italie et de France ; les frais qui s'élèvent à 20 Mill. d'euros ont été offerts.

**En Europe il y a d'importantes réserves d'argent dormant.** Beaucoup de subventions sont, par exemple, discutables. Des sommes disparaissent dans le néant, on peut renoncer à de nombreuses dépenses et voilà des milliards disponibles !

Par exemple : d'après la Cour des Comptes Européenne, en 2014, les déplacements du Parlement de Bruxelles à Strasbourg ont engendré une dépense de 109 millions d'euros et de 5 millions pour la Commission et le Conseil afin de se déplacer à Strasbourg. Ne peut-on pas laisser le Parlement à Bruxelles et installer d'autres institutions européennes à Strasbourg, par exemple celles qui doivent quitter Londres ? On peut faire des économies sur ces frais-là et utiliser l'argent de façon plus rationnelle ailleurs. C'est somme toute, nous, les citoyens, qui payons des impôts et il s'agit de notre argent..

Michael Veyhl

*P.S. Information supplémentaire : Depuis 2015 (sous le gouvernement Tsipras), la Grèce élabore un dossier de demande de réparations de dommages de guerre auprès de l'Allemagne, suite à la deuxième guerre mondiale. Il s'élève à 287,7 Mrd d'euros. Cette somme est quasiment identique au montant de la dette grecque. Depuis 2017, le gouvernement polonais projette de réclamer à l'Allemagne des réparations d'un montant de 850 Mrd. de dollars US. Il faut comprendre l'électeur allemand, quand vu sous cet angle, il dit « NEIN » à la prise en charge de l'endettement.*

## « C'EST LA FAUTE À L'EUROPE »

Une émission télévisée franceinfo, sur franceinfo canal 27  
Chaque samedi à 12h10 et 17h10, rediffusion le dimanche à 15h10

**la faute à l'Europe ?**

«Tout le monde parle de l'Europe ! Mais c'est sur la manière de faire cette Europe que l'on ne s'entend plus ! » (Jean Gabin dans Le Président 1961). Sur ces mots plus d'actualité que jamais, s'ouvre chaque week-end l'émission « La faute à l'Europe ? » sur franceinfo.

Depuis le grand hall du Parlement européen à Bruxelles, plusieurs journalistes dont Jean Quatremer (Libération) reçoivent les femmes et les hommes qui font tourner l'Europe, quel que soit le sens. Chaque semaine, ils proposent différents points de vue sur l'actualité européenne : la France vue d'Europe, les coulisses de l'Europe, etc.

Pour cette rentrée, « La faute à l'Europe ? » a noué un partenariat avec la presse quotidienne régionale. Chaque semaine, l'émission fera une halte dans une région française. De Nice, Rennes, Nantes, Strasbourg, Lille, Toulouse, un journaliste nous livrera son regard sur l'actualité européenne dans sa région. L'Europe au quotidien, c'est souvent dans les régions qu'elle se vit. Quel est l'impact

local des décisions prises à Bruxelles, quelle réponse l'Europe peut-elle apporter aux enjeux locaux : agriculture, aménagement du territoire, pêche, cohésion sociale etc. ?

Autant de questions concrètes auxquelles les journalistes et leurs invités tenteront d'apporter une réponse claire. Ni eurobéate ni eurosceptique (bien au contraire), « La faute à l'Europe ? » c'est 30 minutes d'analyse didactique et décalée sur l'Union européenne le samedi à 12h10 et 17h10, et le dimanche à 15h10.

Twitter: @lafautealeurope

## LA LETTRE DE LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, CENTRE DE RECHERCHE ET D'ÉTUDES SUR L'EUROPE

Durant le confinement, la Fondation a publié une « lettre spéciale » sur les différents lieux de culture en Europe. Avec le dé-confinement, l'Europe de la culture reprend peu à peu ses activités. Dans les semaines à venir, la Lettre indiquera les musées et expositions qui rouvrent leur portes, les lieux de patrimoine qui accueillent à nouveau du public, et les festivals qui s'adaptent en se déroulant en ligne, ainsi que des concerts en ligne, des documentaires, des podcasts gratuits, et bien d'autres ressources.

**FONDATION ROBERT  
SCHUMAN**  
Le Centre de recherches et d'études sur l'Europe.

Lettre  
Spéciale

[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)



**RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTE**



## MAISON DE L'EUROPE ET DES EUROPÉENS À CLUNY

20 rue Saint Mayeul 71250 Cluny  
Contact : 0646822838 - [maison.europe.bs@gmail.com](mailto:maison.europe.bs@gmail.com)  
[www.facebook.com/maison europe bourgognesud](https://www.facebook.com/maison europe bourgognesud)

La Maison de l'Europe et des Européens à Cluny  
est membre de la Fédération Française des Maisons de l'Europe  
[www.maisons-europe.eu](http://www.maisons-europe.eu)

Les membres du bureau (juillet 2020) :  
Philippe Mayaud, Robert De Backer, Monique Genoux, Michael Veyhl, Jean-François Véroilles et Armand Genoux